

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Le-Pacte-civique-un-appel-a-inventer-un-futur-desirable-pour-tous,3429.html>

Pour un Grenelle de l'emploi

Sommet social sur l'emploi : les propositions du Pacte civique

- Humain - Contribution Sociale -

Le Pacte
CIVIQUE

Date de mise en ligne : mercredi 18 janvier 2012



Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

Le collectif Pacte Civique, qui réunit de nombreuses associations et personnalités engagées dans la lutte contre le chômage, est convaincu que l'on ne réglera pas la question de l'emploi en France par quelques nouvelles mesures prises à la hâte dans une conjoncture pré-électorale.

Face au chômage qui mine en profondeur la société française, il faut changer de méthode et faire ce que nous n'avons jamais essayé

"Tous les partenaires, tous les intéressés, y compris les représentants des demandeurs d'emploi organisés, doivent être réunis autour de la table, pour définir les finalités, évaluer les moyens à mettre en oeuvre et la contribution que chacun peut et doit apporter" estime le collectif Pacte Civique. "En se donnant le temps nécessaire. C'est ainsi que les pays qui ont mieux réussi que nous ont procédé, c'est comme cela que nous pourrons avancer. Le chômage sape la démocratie, c'est par des méthodes démocratiques, par un débat de qualité, en pratiquant, enfin, sur ce sujet difficile une authentique éthique de la discussion, que nous pourrons en venir à bout en mobilisant la créativité collective nécessaire".

Un Grenelle de l'emploi pour faire de l'emploi de qualité pour tous une priorité nationale

Le Collectif propose que soit mis en place immédiatement après l'élection présidentielle, quel qu'en soit le résultat, un processus de « Grenelle de l'emploi ». Ce processus doit être préparé dès maintenant par les services compétents qui doivent établir un état des lieux. Il devra disposer d'un délai suffisant pour pouvoir travailler en profondeur et ne pas être soumis à la dictature de l'urgence, mauvaise conseillère en la matière. *"Ce Grenelle de l'emploi aura pour objectif de faire de l'emploi de qualité pour tous, à temps choisi, une priorité nationale réelle et partagée"*, résume le collectif.

Le collectif Pacte civique propose 4 propositions structurantes

Le Collectif souhaite que, parmi les multiples sujets qui seront évoqués, les quatre propositions suivantes fassent l'objet d'un examen attentif en raison de leur caractère structurant :

- ▶ **Affecter une part des crédits des politiques de l'emploi à l'organisation et à l'expression des demandeurs d'emploi** afin que ceux-ci puissent participer à l'évaluation de l'existant et à la co-construction de ces politiques qui les concernent au premier chef ;
- ▶ **Inciter les partenaires sociaux à négocier dans les branches et les entreprises des accords de défense et de promotion de l'emploi** afin de bénéficier d'un bonus sur les allègements de charges sociales existants, un malus étant décompté en cas d'absence d'accord ;
- ▶ **Etendre le champ de l'assurance-chômage afin de réduire la place devenue excessive des minimas sociaux**, et doter le service public de l'emploi des moyens lui permettant d'accompagner correctement les demandeurs d'emploi. Pour obtenir les ressources nécessaires, faire contribuer progressivement les revenus du capital ainsi que les trois fonctions publiques et leurs agents à l'assurance-chômage, dans un esprit de solidarité ;

► **Créer progressivement une obligation d'embauche de chômeurs de longue durée par les administrations et par les entreprises**, sous réserve du paiement en cas contraire d'une contribution dont le produit sera affecté au financement des emplois aidés.

"Il est clair que l'effet de ces mesures sera limité si, parallèlement, les efforts nécessaires n'ont pas été accomplis pour réguler étroitement les activités financières et les relier à leur fonction économique" prévient le Collectif. "Nous souhaitons en outre que ces propositions s'inscrivent dans le cadre d'une réflexion prospective sur le sens, la nature et les formes du travail, de l'emploi, et de l'activité, sur leur place dans les temps et équilibres de vie individuels et collectifs, ainsi que sur les droits, responsabilités et devoirs qui les accompagnent".

Le Pacte civique : un appel à inventer un futur désirable pour tous

Le Pacte civique appelle les citoyens, les organismes publics, associatifs, économiques et sociaux, ainsi que les responsables politiques, à oeuvrer pour une société désirable pour tous à partir des impératifs fondamentaux de créativité, sobriété, justice et fraternité. Il vise à rassembler les énergies pour faire émerger des propositions concrètes, alternatives et structurantes et à associer le plus grand nombre afin d'interpeller les responsables politiques à l'occasion des prochaines échéances électorales.

Un constat : face à la crise, penser, agir, vivre autrement en démocratie

La crise ouvre une nouvelle époque en France, en Europe et dans le monde. C'est une conviction autour de laquelle un collectif d'associations s'est constitué dans un double but : analyser et agir ensemble. Ses réflexions et propositions s'articulent autour des quatre points suivants.

1 - Une crise qui vient de loin et qui ébranle nos certitudes

La force et la brutalité de la crise, évidentes pour tous, ne doivent pas nous leurrer : elle vient de loin. Elle est le résultat de tous les défis non affrontés, de tous les avertissements non entendus, de tous les déséquilibres accumulés, de toutes les démesures tolérées, donc de tous les changements qui n'ont pas été faits à temps. Il est question de la crise ; or, elle en additionne au moins trois, ce qui explique son ampleur particulière : la crise sociale, due au chômage, à l'exclusion, à la précarité, aux inégalités extrêmes, qui sévit depuis longtemps ; la crise écologique, de mieux en mieux perçue, mais qui se développe plus vite que les moyens, insuffisants, mis en oeuvre pour y parer ; la crise économique et financière enfin - qui aggrave l'ensemble - largement due à l'appétit immodéré pour l'argent et pour la rentabilité à tout prix.

Ces crises, aggravées par le laisser-faire individualiste qui les a accompagnées, sont l'expression d'une crise culturelle et morale de nos sociétés.

Face à cette situation, plusieurs approches sont proposées :

- les uns mettent l'accent sur le manque de cohérence entre nos comportements et nos idéaux et sur les changements à opérer dans la manière de produire, consommer, épargner, investir. Certains prônent ainsi un bouleversement du système économique, même s'il n'y a pas actuellement d'alternative évidente.
- d'autres mettent d'abord leur espoir dans une généralisation des multiples initiatives et expérimentations mises en oeuvre, notamment dans l'économie sociale et solidaire.

- d'autres enfin insistent sur le fossé qui s'est creusé entre la représentation politique et la société. Mais tous nous estimons qu'il faudra tenir compte de ces différentes attitudes et que les multiples déséquilibres actuels ne seront pas résolus par de simples solutions "régulationnistes". Celles-ci ne permettront pas de repartir comme avant.

Cette crise nous conduit à revisiter nos certitudes à travers une triple prise de conscience :

- conscience des limites de la nature : on ne peut prélever indéfiniment des ressources finies,
- conscience des limites de l'intérêt personnel, mis en compétition avec celui d'autrui : les intérêts égoïstes sont sources d'inégalité et leur somme ne garantit pas l'intérêt général,
- conscience des limites de l'accumulation des désirs de tous ordres produits par les systèmes en place, qu'ils n'ont plus les moyens de satisfaire.

Nous sommes en présence non seulement d'une crise de confiance, mais d'une crise de foi dans l'automatisme du progrès. Nous assistons à une fin de cycle de la modernité, modernité que Max Weber avait caractérisée comme le passage d'une société cherchant dans la religion la solution à ses maux à une société la trouvant dans l'effort productif et le progrès économique.

2 - La crise oblige à mobiliser des potentiels humains mal reconnus mais disponibles

Pour autant, il importe de ne pas se complaire dans des analyses anxiogènes de la crise et d'anticiper les risques de régression qui pourraient en résulter. La fragilisation des situations entraîne crispation sur l'avenir, repliement sur l'individualisme, aggravation des inégalités, mouvements sociaux et durcissement des mesures défensives et répressives.

Pour y parer, il faut protéger les plus faibles par un bouclier social renforcé et rétablir la confiance en s'appuyant sur ce qui constitue la colonne vertébrale de nos sociétés : l'option pour la démocratie et le respect de la personne humaine. En se souvenant que l'espérance est un principe actif et que les métamorphoses, même improbables à un moment donné, sont possibles si l'on fait confiance aux capacités créatrices de chacun.

A cet égard, le collectif associatif constate que, loin des discours catastrophistes ou démobilisateurs, beaucoup de femmes et d'hommes, à l'occasion de ces différentes crises, découvrent au fond d'eux-mêmes, chez leurs proches ou dans leur communauté d'appartenance, des ressources qu'ils ne soupçonnaient pas et qu'ils ont du mal à exprimer clairement. Qu'il s'agisse de simple "courage", d'"instinct vital" ou de "quêtes d'identité", des énergies personnelles latentes se font jour, qui prennent des formes très différentes : conscience morale, humanisme, profondeur, intériorité, transcendance, espérance...

Cette "force éthique" (qui se déprend de la fascination pour la compétition ou pour la communication) stimule les réactions face aux pires situations d'humiliation et redonne confiance aux personnes en leur rendant le sentiment de leur propre dignité, comme de l'égalité de tous les hommes. Elle constitue à nos yeux le principal ressort qui nous permettra de donner un nouvel élan à la démocratie et à la citoyenneté, et de sortir de la crise. Un "droit de cité" doit lui être reconnu dans notre espace laïc et pluraliste ! Par ailleurs, on assiste à une prolifération d'initiatives, à l'émergence de nouvelles formes de militances, à une accélération des changements de comportement et à une montée d'aspirations nouvelles, notamment dans les jeunes générations particulièrement sensibles aux injustices et contradictions découlant de nos modes de vie et de gouvernance.

- face à la crise écologique, le rapport à l'environnement, au gaspillage, au traitement des déchets, aux produits

"bio" évolue ; face à la crise de l'énergie, des énergies renouvelables sont promues et des économies d'énergie recherchées ; sur le plan politique, un Pacte Écologique a conduit au Grenelle de l'environnement ;

- les personnes sont encouragées "à travailler sur elles mêmes", à sortir de leur individualisme et de leur "quant à soi" pour fraterniser et pour innover ;
- face au chômage, de nombreuses associations de solidarité se sont créées et les principes de fonctionnement de l'économie solidaire retrouvent une nouvelle vigueur ;
- des entreprises prennent conscience de la nécessité d'élever le niveau de leur responsabilité sociale et écologique tandis que l'économie sociale et solidaire ressent la nécessité de prendre un nouvel élan ;
- des maires, avec l'appui de leurs concitoyens, développent de nouvelles formes de vivre ensemble et pratiquent une fraternité de proximité qui vise notamment à réduire les fractures sociales, territoriales et intergénérationnelles.

Quant aux artistes, non seulement ils expriment les tensions de nos sociétés, mais ils jouent aussi le rôle de médiateur de leurs changements ; leur contribution ne peut être négligée en tant que facteur d'éveil, de sensibilité et de porteur d'utopie.

Plus largement, c'est un nouvel état d'esprit qui est en germe, avec la recherche non seulement de la "qualité de la vie", mais aussi de nouveaux modes de vie et de relations humaines plus vraies, y compris avec les moins chanceux ou les plus vulnérables. Ce sont autant de points d'appui pour sortir de la crise.

3 - Les forces humanistes, spirituelles et politiques doivent oeuvrer ensemble pour améliorer la qualité démocratique

Beaucoup se ressource dans des courants de sagesse ou de spiritualité qui aident les personnes et les groupes à assumer cette "vulnérabilité" aggravée par la crise et à trouver un nouveau souffle. La rationalité contemporaine ne peut pas ignorer la manière dont ces sagesse ou ces spiritualités peuvent :

- aider les personnes à se constituer et à agir,
- inciter la démocratie à "se remettre en question", à dépasser son fonctionnement procédural et administratif et à s'ouvrir à des relations davantage solidaires, responsables et créatives.

Quant aux religions, lorsqu'elles évitent les dérives sectaires et identitaires, elles peuvent constituer une force de dépassement, de modération, et de solidarité. Cela suppose qu'elles jouent le jeu de nos démocraties pluralistes et qu'elles acceptent sans réticence le principe fondamental de la laïcité, clef de voûte d'un pluralisme où tous les courants de pensée peuvent s'exprimer et où personne n'a définitivement le dernier mot.

Les systèmes politiques ont de grandes difficultés à faire face à cette mutation vers un développement humain qui prenne en compte tout l'homme et tout homme, faute :

- d'une démocratie représentative capable de proposer des choix exigeants et motivants et de mobiliser les citoyens pour les mettre en oeuvre,
- d'un débat démocratique porteur de compromis constructifs appuyés sur la recherche d'intérêts réciproques dans la durée,
- d'une démocratie de proximité liée à la participation du plus grand nombre et à la coopération entre élus, administrations et associations.

Nous sommes convaincus que la qualité morale des responsables de tous ordres, leur capacité à s'engager et à parler vrai joueront un rôle essentiel. Nous pensons aussi que la qualité du fonctionnement démocratique devra être

considérablement améliorée pour répondre aux défis.

Nous estimons donc que la situation actuelle appelle des réponses transversales et transdisciplinaires ; le politique doit reprendre la main qu'il a trop abandonnée à l'économie de marché. Il faut ouvrir largement le débat sur l'essentiel, sur la civilisation que nous voulons désormais bâtir en Europe, à l'ère de la mondialisation et du monde fini.

Si l'économie, pas plus que l'argent, ne fait le bonheur - tout en pouvant y contribuer évidemment - quels sont aujourd'hui, quels seront demain, les ressorts profonds de la société, ses motifs de mobilisation, ses finalités ? Tel est le débat démocratique à ouvrir, de manière la plus large possible, à un moment où la mobilisation traditionnelle autour du pouvoir d'achat ne suffit plus. La recherche du bonheur par l'accumulation de l'avoir a constitué l'orientation fondamentale de la modernité ; cette approche, contraire à la plupart des traditions de sagesse dont aucune ne place le bonheur et la joie de vivre dans la possession, a démontré ses limites. Il faut la repenser en équilibrant mieux l'être et l'avoir, le mode de vie et le niveau de vie, le bien être et le mieux être, avec, par exemple, comme mot d'ordre : "Autrement, le bonheur".

Une telle approche, loin d'oublier les tragédies du monde ou la réalité de la mort, propose au contraire de donner à tout être humain le droit de vivre pleinement son humanité au lieu de borner son horizon à assurer au mieux sa survie biologique. Elle s'assure de la réalisation concrète de la démocratie et de son principe essentiel : "Le respect de l'égalité de dignité de chaque homme, mesuré à l'aune du sort réservé aux plus faibles".

La crise est en tout cas un appel à penser, agir et vivre autrement. Tirons en les conséquences en engageant une nouvelle démarche, un processus constructif, qui permette de construire cet appel et de préparer la multiplication de véritables expériences démocratiques du vivre ensemble.

4- Un Pacte civique pour élargir le débat et rassembler les énergies

Retrouver le sens des limites et du possible, articuler liberté individuelle et responsabilité collective, réintroduire du lien entre générations, entre couches sociales et entre institutions et citoyens, focaliser l'attention sur tous ceux qui sont victimes des crises, repenser les rapports entre cultures, lier transformation personnelle et transformation sociale, voici des objectifs à approfondir au regard des trois impératifs suivants :

- impératif de créativité, dont le champ devra s'élargir et porter davantage sur l'écologie, la coopération, les relations interpersonnelles et spirituelles, en un mot à tout ce qui donne sens ;
- impératif de sobriété, de distinction entre l'essentiel et le superflu, qui va s'imposer sous de multiples formes, avec le risque de dégénérer en austérité imposée aux plus fragiles, s'il n'est pas appliqué en proportion des possibilités de chacun ;
- impératif de justice qui devra conduire à inventer de nouvelles formes de redistribution pour que le principe d'égalité de dignité soit effectivement mis en pratique dans un contexte où on ne peut plus compter sur une augmentation rapide des richesses ;


Conscients de toutes ces transformations de la société qui se cherchent, les associations signataires appellent à ouvrir un espace civique où serait débattue la nature de la société française dans laquelle nous voulons vivre et que nous voulons laisser aux générations futures. Cela passe par de nouveaux modes et critères de développement et de nouvelles priorités politiques et institutionnelles, mais aussi par une solidarité en actes à l'égard des plus démunis, par un redéploiement et une modération de nos modes de consommation, par une stimulation de nos capacités relationnelles et de nos sources culturelles, par une prise en compte de notre vulnérabilité comme de notre

responsabilité à l'égard de la société, de la planète et des générations futures. Cela implique de prendre en compte les dimensions européennes et mondiales de la préparation de notre avenir commun.

Les présents signataires ne sous-estiment pas les difficultés et obstacles que cette mutation va rencontrer et les risques qui en découlent : risques immédiats d'accroissement des inégalités et de l'exclusion, risque de conflictualité généralisée faute d'obtenir un accord suffisant sur les efforts à faire, risque enfin que les impératifs écologiques servent de prétexte à un renforcement des attitudes autoritaires et sécuritaires.

Seule une amélioration de la qualité de fonctionnement de notre démocratie permettra de faire face à ces risques, qu'il s'agisse de l'engagement responsable des citoyens, du fonctionnement de nos institutions, des comportements du personnel politique ou des pratiques des médias. C'est pourquoi, dans un esprit de réciprocité, symétriquement aux engagements que nous proposerons et prendrons, nous interpellons les principaux leaders politiques et les grands médias en leur proposant d'adhérer à des chartes de qualité démocratique et à faire preuve de plus d'écoute, de plus d'esprit de service et de plus de capacité de vision. Pour aider à rendre visibles les initiatives en cours et à les fédérer autour d'engagements, à la fois individuels et collectifs, nous proposons d'initier en France un "Pacte Civique". Ce Pacte serait proposé à la signature de tous ceux, individus et collectivités, qui s'engageraient :

- à adopter un certain nombre de comportements personnels autour notamment de la notion de sobriété créative et solidaire ;
- à militer pour un ré-outillage démocratique de nos diverses organisations autour notamment de la promotion de l'éthique du débat, de la reconnaissance de la diversité, du principe de responsabilité et de la coopération entre acteurs ;
- à soutenir des orientations politiques qui promeuvent la qualité démocratique et visent à remettre l'économie et la culture au service de l'homme et non l'inverse et qui, à cet effet, réduisent les inégalités par une redistribution des richesses et donnent aux plus démunis et à ceux qui sont ou se sentent marginalisés la possibilité de participer effectivement à la construction et à l'évaluation des politiques qui nous concernent tous.

 Pour vous informer sur l'évolution du Pacte civique, consultez le site du collectif [en cliquant ici](#).

Un appel : inventer un futur désirable pour tous

Nous sommes de plus en plus nombreux à être :

- indignés par des inégalités croissantes, la corruption et le règne de la finance,
- conscients des limites de la nature et de l'accumulation des désirs individuels,
- inquiets de la montée de la dette, du chômage, de l'exclusion, des violences,
- choqués par la dégradation de notre démocratie,

Et, en même temps, nous sommes de plus en plus :

- décidés à résister au délabrement de nos sociétés et aux démesures de la mondialisation,
- confiants dans les capacités de chacun à progresser et à construire ensemble,
- déterminés à trouver des équilibres justes en matière sociale et écologique,
- exigeants sur la cohérence entre ce qui est dit et ce qui est fait,
- prêts à nous engager et à coopérer pour mieux vivre ensemble.

Il est temps de réagir aux crises, aux dérives et aux fractures dont souffrent notre société et notre démocratie, et c'est possible comme nous le montrent les multiples initiatives en cours. C'est pourquoi plusieurs organisations de la société civile et des militants associatifs ont adopté une plateforme commune et proposé un Pacte civique pour renouveler le vivre-ensemble et rénover la qualité démocratique.

Le Pacte civique, c'est un appel à des personnes et à des organisations qui sont prêtes simultanément à se transformer et à transformer la société pour inventer un futur désirable pour tous.

Il est proposé aux personnes adhérant au Pacte civique :

- d'adopter un certain nombre de comportements porteurs de sens,
- de promouvoir la qualité de la démocratie et du vivre ensemble dans leurs divers lieux de vie et dans les organisations où s'exercent leurs différentes activités,
- de soutenir des réformes visant à mettre la politique et l'économie au service de la personne et à promouvoir notre ouverture sur l'Europe et le monde.

Le Pacte civique s'appuie sur une approche nouvelle du changement et une démarche commune à conduire dans la durée.

Un collectif : pour s'engager

Un Collectif d'associations françaises s'est constitué dans un double but : analyser et agir ensemble. En effet, la société civile ne peut continuer à oeuvrer de façon dispersée sans être capable d'adresser un message fort aux citoyens et aux gouvernants. Le lancement officiel du Pacte civique les 14 et 15 mai a pour objectif de :

- faire comprendre la démarche et partager l'ambition du Pacte civique ;
- recueillir des bulletins d'adhésion, à la fois des citoyens et des acteurs publics ;
- récolter avis et commentaires sur la meilleure façon de réussir le Pacte civique afin de susciter l'adhésion du plus grand nombre ;
- préparer la suite de la démarche, jusqu'à la fin 2013 - une étape intermédiaire importante étant l'interpellation des responsables politiques avant les échéances électorales de 2012.



Pour vous inscrire dans la démarche [cliquez ici](#).

Les membres actuels du Pacte civique : Aide à toute détresse - ATD Quart-Monde, Agence pour l'éducation par le sport, Association Georges Hourdin, Club de Budapest, Collectif appel à la fraternité, Colibris, Coopaname, Coorace, Démocratie & Spiritualité, FONDA, pour la vie associative, Initiatives et Changement, La Vie Nouvelle, Poursuivre, Récit, Solidarités nouvelles face au chômage, Unis-Cité.

Des personnalités engagées dans le Pacte civique : Alphandéry Claude, Labo de l'ESS - Ancel Geneviève, Dialogues en Humanité

Bastide Jean, président de France Bénévolat - Berhault Gilles, président de l'association Communication et Information pour le développement

Durable - Caillé Alain, MAUSS (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales) - Calame Pierre, Fondation pour le progrès de l'Homme - Decrop Geneviève, pétition contre la baisse des impôts - Dubois Jean-Pierre, président de la Ligue des Droits de l'Homme - Ginisty Bernard, philosophe - Karli Pierre, Institut du lien social - Pascal Frédéric, doyen du Conseil économique, social et environnemental - Sibille Hugues, ancien délégué à l'innovation et à

l'économie sociale - Viveret Patrick, Dialogues en Humanité...

Des engagements :

Nous, des associations et personnalités d'horizons divers, nous nous sommes constitués en Collectif pour agir face à des défis considérables, des menaces réelles de dislocation sociale et face au constat d'une certaine impuissance du politique. Nous avons élaboré à partir de nos convictions et de nos expériences un certain nombre d'engagements.

Nous vous proposons d'y souscrire si vos convictions rejoignent les nôtres. En vous demandant de souscrire à ces engagements, nous ne prétendons pas traiter de tout ni nous substituer à qui que ce soit, nous cherchons seulement à construire les bases d'un "nouveau contrat social et citoyen", bases qu'il nous paraît nécessaire de partager pour amorcer une nouvelle phase de civilisation.

Ces engagements concernent chacun de vous à trois titres indissociables :

- au titre de personne soucieuse de mieux-vivre,
- au titre d'acteur engagé dans la vie économique, sociale, culturelle ou civique,
- au titre de citoyen participant à la vie politique de notre pays.

Nous imaginons bien que plusieurs de ces engagements soient éloignés de vos préoccupations, cependant, nous vous proposons, non pas de choisir les engagements qui vous concernent, mais d'adhérer à l'ensemble des engagements. Nous avons en effet la conviction que les problèmes à résoudre sont liés entre eux et ne trouveront de solutions que dans une démarche collective.

En adhérant globalement aux engagements du Pacte civique, vous signifiez trois choses :

- vous faites confiance à d'autres pour les engagements où vous n'êtes pas impliqués,
- d'autres vous font confiance dans les engagements où vous vous impliquez,
- nous avons confiance en notre capacité collective de changement.

Par ailleurs, nous avons bien conscience que nul engagement n'est parfait ni définitif. La société est complexe, l'action ne coïncide pas toujours avec les intentions, ce qui apparaît juste et nécessaire à un moment donné peut se révéler contre-productif à un autre, ces engagements peuvent évoluer. Les intentions qui les animent valent autant que les modalités de leur mise en oeuvre.

32 engagements pour un futur désirable pour tous

Chacune des personnes s'engage à appliquer à sa propre vie les quatre impératifs de créativité, de sobriété, de justice et de fraternité. A cet effet :

1. Se donner régulièrement des temps de pause pour réfléchir au sens de son action et à l'équilibre de ses responsabilités.
2. Participer de manière constructive au débat public et prendre part aux votes.
3. Assumer ses obligations de contribuables et d'assureurs/assurés sociaux.
4. Consacrer du temps et/ou de l'argent à des engagements d'intérêt collectif, de solidarité ou syndicaux.
5. Aller à la rencontre de l'autre, quelle que soit sa différence, pour construire un vivre ensemble.
6. Reconnaître le droit à la parole de chacun et favoriser l'expression individuelle ou collective de ceux qui ont le plus de difficulté à s'exprimer ou à se faire comprendre.

- 7. Lutter contre les gaspillages et adopter des modes de vie plus équilibrés qui préservent la planète.

Les organisations ou membres d'organisation s'engagent à promouvoir les quatre impératifs du Pacte civique et à évaluer comment ils se concrétisent, notamment :

- 8. Dans l'éducation, promouvoir les talents et faire prévaloir la coopération ainsi que la non-violence sur la compétition.
- 9. Dans les collectivités locales, développer l'esprit de fraternité au service d'un vivre ensemble durable, sans exclusive ni exclusion.
- 10. Dans les entreprises, donner au respect des personnes une importance au moins égale au souci de rentabilité, réduire l'échelle des revenus, et renforcer la responsabilité sociale et environnementale dans le cadre d'une gouvernance élargie.
- 11. Dans les organisations syndicales, faire prévaloir l'accès de tous à un travail décent sur les revendications quantitatives ou catégorielles.
- 12. Dans les associations et organismes de l'économie sociale et solidaire, respecter ses finalités, les réactualiser, et considérer le succès de chacun comme le succès de tous.
- 13. Dans les banques et organismes financiers, relier la prise de risque et la créativité à l'utilité économique et sociale des opérations et fixer des limites aux rémunérations.
- 14. Dans les fonctions publiques et services publics, redonner tout son sens et sa portée à la notion d'intérêt général et de service à la collectivité, pour tous les usagers sans exclusive.
- 15. Dans les médias, préserver leur autonomie et inscrire dans une charte déontologique le souci du débat démocratique et du rôle éducatif à l'égard des usagers.
- 16. Dans les communautés spirituelles et courants de pensée organisés, rechercher les valeurs communes du vivre ensemble dans le cadre de la laïcité.
- 17. Dans les partis politiques, donner la priorité aux enjeux réels sur les luttes internes et la compétition externe, et privilégier le dialogue avec les acteurs de la société civile.

Citoyens, organisations (ou membres), et responsables politiques, militent pour :

Améliorer la qualité démocratique grâce :

- 18. à la promotion de l'éthique de la délibération et de la décision, et leur mise en oeuvre ;
- 19. à des innovations permettant une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes et de toutes les populations : droit de vote aux personnes étrangères régulièrement établies, reconnaissance du vote blanc, limitation stricte des cumuls de mandats et fonctions ;
- 20. à la mise en place d'un meilleur contrôle citoyen sur la dépense publique ;
- 21. à l'affectation de crédits des politiques publiques à l'expression et à l'organisation des citoyens, notamment les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minimas sociaux ;
- 22. à la régulation étroite des activités financières pour les relier à leur fonction économique.

Renforcer les actions contre les inégalités, exclusions, discriminations et maltraitances :

- 23. en fixant les règles d'un contrat fiscal juste et redistributif pour faire face aux besoins collectifs, tout en prenant en compte l'environnement concurrentiel ;
- 24. en faisant de l'emploi de qualité pour tous, à temps choisi, une priorité nationale partagée ;
- 25. en évaluant puis relançant les politiques d'accès de tous aux droits de tous : alimentation, logement, énergie, santé, culture, etc. ;
- 26. en s'appuyant sur la participation et les capacités des habitants pour construire des nouvelles politiques de la ville et de la ruralité dans le cadre du développement des territoires.

Revivifier le " vivre ensemble ", notamment :

- 27. en recherchant avec les jeunes les conditions de leur pleine participation à la société ;
- 28. en généralisant progressivement le service civique pour qu'il s'étende peu à peu à tous les jeunes et à tous les âges ;
- 29. en redéfinissant les finalités et les moyens d'une éducation populaire et citoyenne tout au long de la vie.

Rendre l'Union européenne plus vivante, démocratique, sociale et plus active à l'extérieur :

- 30. en dotant le budget européen de ressources propres, afin de pouvoir développer les politiques communes internes et externes ;
- 31. en promouvant des équilibres écologiques soutenables pour préserver la planète ;
- 32. en intensifiant les partenariats et le co-développement avec l'Afrique et les pays du pourtour méditerranéen.

Mise en oeuvre des engagements

La mise en oeuvre des 32 engagements qui précèdent relève de la conscience de chacun et des orientations retenues par les organisations adhérant au Pacte civique. Toutefois, pour que les choix faits soient à la fois rigoureux et cohérents, des moyens devraient être envisagés, ils sont détaillés sur notre site Internet. Ces moyens sont souvent issus des fiches thématiques préparatoires. Ils ne sont pas exhaustifs. Ils seront affinés, amendés et complétés, notamment pour tenir compte des débats et des travaux des ateliers thématiques qui se dérouleront lors des journées de lancement du pacte civique, les 14 et 15 mai 2011.

Agir : rejoindre le Pacte civique

- ▶ Pour vous informer sur l'évolution du Pacte civique, consultez le site du collectif [en cliquant ici](#).
- ▶ Pour vous inscrire dans la démarche [cliquez ici](#).
- ▶ Pour toute information contacter le coordinateur : Joaquim Frager par téléphone au 01 44 07 00 06 ou par mail [en cliquant ici](#).